tion entre autres domaines. L'innovation de la MOC tient à la mise en œuvre par chaque Etat, avec les moyens de son choix, d'objectifs et d'un calendrier définis en commun, avant que l'ensemble soit soumis à une évaluation conjointe. L'intérêt de cette stratégie est de permettre de nouvelles convergences dans des domaines où l'Europe n'a pas encore de compétences communautaires.

Bien d'autres aspects des changements dans les relations sociales européennes sont aussi

abordés dans ce cahier, comme la directive en cours d'élaboration sur la future Société Européenne et la participation des salariés ou la place du Conseil Economique et Social. Autant de raisons supplémentaires de s'appropriier des réflexions utiles à nos responsabilités de syndicalistes qui croient à la nécessité de renforcer l'Europe sociale en ces temps où soufflent fort les vents dérégulateurs.

Denis Jacquot

Fondation Europe et société

Quel rôle aujourd'hui pour les comités d'entreprise européens ?

Cahier n°55-56 de la Fondation, septembre 2003. 164 pages, 38 euros

Dix ans après la directive créant les comités d'entreprise européens, on compte 765 CEE sur les 1800 entreprises concernées. Au delà de l'emploi, certains abordent des questions comme la santé, l'égalité des chances, la responsabilité sociale de l'entreprise, d'autres dépassent l'information consultation pour aller vers des accords communs comme dans l'automobile. L'institution s'impose progressivement au sein de l'entreprise.

Le dernier colloque de la Fondation Europe et Société s'est plus spécialement interrogé sur le rôle et le fonctionnement des CEE lors d'événements affectant le périmètre des grands groupes internationaux comme les restructurations fusions et cessions. En s'appuyant sur de nombreuses études de cas comme Arcelor, Aventis, Eads, Fortis et Totalfinaelf mais aussi en discutant avec exemples à

l'appui sur Renault, Axa ou General Motors, les syndicalistes et experts présents ont permis de poser des questions clés comme celle de la confidentialité, de l'intervention des experts, de l'accès à des centres de données, et de la circulation des informations. L'articulation entre les CEE et les instances nationales est loin d'être encore résolue. Autant d'interrogations qui débouchent sur la nécessité de développer un dialogue social sectoriel plus affirmé, comme l'a rappelé Marcel Grignard, le secrétaire général de la FGMM.

A la veille d'une nouvelle directive sur les CEE, une somme de réflexions utile pour les syndicalistes européens. Elle concerne, rappelons-le, près de 10 % des salariés européens.

Denis Jacquot